



Rachida Dati sur France Inter :

Là où Rachida Dati passe, la vérité trépassse

Invitée de la matinale de France Inter ce 7 mai, la ministre de la Culture s'est encore distinguée par son agressivité, ses approximations et ses contre-vérités sur le projet de holding de l'audiovisuel public. Si l'on peut concevoir son amertume d'**avoir échoué, par trois fois en un peu plus d'un an, à transformer radicalement nos entreprises**, en revanche rien n'excuse les mensonges éhontés qu'elle a proférés en toute connaissance de cause. Inventaire par les organisations CGT de l'audiovisuel public :

- **La ministre ment** quand elle prétend que la holding sauvera l'audiovisuel public face à la concentration du secteur privé et aux grandes plateformes, tout en préservant l'identité de chaque média. C'est la pluralité des contenus offerte actuellement par Radio France, France Télévisions, l'Ina et France Médias Monde qui leur permet de se distinguer. Leur absorption dans la holding voulue par Rachida Dati signifie la filialisation de franceinfo et du réseau local, la toute puissance d'un-e président-e exécutif-ve sur les entités, ainsi que **des risques d'écrasement et d'uniformisation tellement évidents** que la fusion constituait, lors de la première présentation du projet en mai 2024, le but avoué de la holding !
- **La ministre ment** quand elle explique que les chaînes actuelles ne parlent qu'aux CSP+ et aux plus âgé-e-s. A-t-elle oublié l'existence des réseaux locaux "ici" et France 3, des radios et télé populaires qui tentent tout les jours, malgré la baisse des moyens, de couvrir tout le territoire ? Puisque la ministre verse dans le jeunisme, rappelons lui également que d'après Médiamétrie, plus d'un million d'auditeur·trice·s de France Inter ont moins de 35 ans. Les plateformes numériques de France Télévisions et Radio France accumulent **les records d'audience malgré les baisses continues de budget**.

- **La ministre ment** quand elle affirme que le budget de l'audiovisuel public atteint 4 milliards d'euros. Le gouvernement ne cesse de diminuer les crédits prévus, à missions constantes. **Pour la seule année 2025, France Télévisions perd 80 millions d'euros, Radio France 25 millions** et fait disparaître des ondes hertziennes Mouv', sa chaîne dédiée aux jeunes, au nom de l'austérité budgétaire.
- **La ministre ment** quand elle décrit l'audiovisuel public français comme une anomalie en Europe, où radio - télévision seraient "tous regroupés". Sur les 27 pays de l'UE, 7 conservent leur radio et leur télévision publique séparés. **Les exemples de fusion prouvent quant à eux leur danger** : la BBC a subi une baisse de 30 % de son budget réel depuis 2010, et prévoit la suppression de 500 postes supplémentaires d'ici mars 2026. En Belgique, le plan de "transformation par le haut" a été arrêté en urgence compte tenu de l'épuisement des équipes.
- **La ministre ment** quand elle se défend de mener une réforme d'extrême droite, insultant au passage la présidente de Radio France. **Le Rassemblement National applaudit sa réforme des deux mains** et veut aller plus loin, vers la privatisation de l'audiovisuel public. La concentration des médias publics fait le jeu des pouvoirs réactionnaires autoritaires, comme en Hongrie. En Italie, la RAI est confrontée à une reprise en main éditoriale brutale par le pouvoir politique d'extrême droite.
- **La ministre ment aussi** quand elle évoque une "*réforme qui commence à faire consensus*". Le mois dernier, les salarié-e-s ont encore dit non par la grève à son projet délétère. Plus de 100 000 citoyen-ne-s ont d'ors et déjà signé une pétition de soutien, et un peu plus de 2 000 élu-e-s locaux, quelque soit leur étiquette politique, une tribune à l'adresse de la ministre. Le projet de holding fait tellement peu consensus qu'il a échoué par trois fois à obtenir un créneau à l'Assemblée, et que son arrivée en juin, comme le prétend la ministre, est incertaine.

Madame la ministre, à force de raconter "*tout et n'importe quoi, et surtout n'importe quoi*", pour vous citer, vous cédez à la caricature. Les organisations CGT de Radio France, France Télévisions, de l'Ina et de France Médias Monde sauront vous le rappeler à chaque occasion et **continueront de se battre contre votre projet mortifère de holding !**

Le 7 mai 2025,

La CGT Radio France, France Télévisions, France Médias Monde, Ina, le SNRT-CGT
et le SNJ-CGT